

# Demande de complément de retraite

(Code de la Sécurité Sociale, article L. 814-2)

N° d'immatriculation Sécurité Sociale :

Dossier suivi par : .....

Téléphone :

1ère intervention le

Réception le

Monsieur  Madame

Adresse .....

.....

Code postal

Commune .....

Madame, Monsieur,

Vous percevez actuellement (ou vous allez percevoir) :

une retraite de vieillesse,  une majoration pour votre conjoint.

## Un complément de retraite peut être attribué dans le cas où :

- le total des ressources d'une personne seule ne dépasse pas : ..... € par trimestre,

- le total des ressources d'un ménage ne dépasse pas : ..... € par trimestre.

Si vous souhaitez obtenir ce complément, il y a lieu de nous en faire la demande en nous renvoyant le présent imprimé complété et signé.

A la condition que la limite des ressources ne soit pas dépassée, le complément de retraite pourrait vous être accordé à partir du  ; pour cela votre réponse devrait nous parvenir avant le .

Si elle nous parvient après cette date, c'est seulement à compter du mois suivant que le complément vous serait accordé.

Si les ressources dépassent la limite, il est inutile de nous renvoyer cet imprimé.

Recevez Madame, Monsieur, nos sincères salutations.

**La Direction,**



## 3 – Vos ressources personnelles en France et/ou à l'étranger

### 3.1 – Salaires, revenus professionnels non salariaux ou revenus de remplacement

<i>Nature</i>	<i>Montants Bruts des 3 mois précédant cette demande</i>	<i>Montants Bruts des 12 mois précédant cette demande</i>
Salaires et/ou gains assimilés	€	€
Revenus professionnels non salariaux	€	€
Indemnités maladie et/ou accident du travail	€	€
Allocations de chômage et/ou de préretraite	€	€

### 3.2 – Pensions, retraites rentes et allocations

(prestations dont vous êtes titulaire ou dont vous avez fait la demande)

<i>Nom et adresse de l'organisme ainsi que référence de la prestation</i>	<i>Montants Bruts des 3 mois précédant cette demande</i>	<i>Montants Bruts des 12 mois précédant cette demande</i>
■ Pensions, retraites ou rentes :	€	€
	€	€
■ Retraites complémentaires :	€	€
	€	€
■ Allocation spéciale ou d'aide sociale :	€	€
■ Allocation adulte handicapé ou RMI :	€	€

### 3.3 – Autres revenus que ceux déclarés ci-dessus

(rente viagère, pension alimentaire, revenus de la mise en gérance d'un commerce, avantages en nature, etc...)

<i>Nature</i>	<i>Montants Bruts des 3 mois précédant cette demande</i>	<i>Montants Bruts des 12 mois précédant cette demande</i>
	€	€
	€	€

## 4 – Les ressources de votre conjoint en France et/ou à l'étranger

### 4.1 – Salaires, revenus professionnels non salariaux ou revenus de remplacement

<b>Nature</b>	<b>Montants Bruts des 3 mois précédant cette demande</b>	<b>Montants Bruts des 12 mois précédant cette demande</b>
Salaires et/ou gains assimilés	€	€
Revenus professionnels non salariaux	€	€
Indemnités maladie et/ou accident du travail	€	€
Allocations de chômage et/ou de préretraite	€	€

### 4.2 – Pensions, retraites rentes et allocations

(prestations dont votre conjoint est titulaire ou dont il a fait la demande)

<b>Nom et adresse de l'organisme ainsi que référence de la prestation</b>	<b>Montants Bruts des 3 mois précédant cette demande</b>	<b>Montants Bruts des 12 mois précédant cette demande</b>
■ Pensions, retraites ou rentes :	€	€
	€	€
■ Retraites complémentaires :	€	€
	€	€
■ Allocation spéciale ou d'aide sociale :	€	€
■ Allocation adulte handicapé ou RMI :	€	€

### 4.3 – Autres revenus que ceux déclarés ci-dessus

(rente viagère, pension alimentaire, revenus de la mise en gérance d'un commerce, avantages en nature, etc...)

<b>Nature</b>	<b>Montants Bruts des 3 mois précédant cette demande</b>	<b>Montants Bruts des 12 mois précédant cette demande</b>
	€	€
	€	€

## 5 – Vos biens et ceux de votre conjoint en France et/ou à l'étranger

(dont vous êtes propriétaire)

### 5.1 – Biens immobiliers (terrains, appartements, maisons, commerces, etc...)

	<b>Nature</b> (précisez s'il y a lieu : indiv, nue-propriété ou usufruit)	<b>Adresse de chaque bien déclaré</b>	<b>Valeur actuelle</b>
Communs au ménage			€
			€
Personnels			€
			€
De votre conjoint			€
			€

Habitez-vous la maison dont vous êtes propriétaire ? OUI  NON

En louez-vous une partie ? OUI  NON  Si oui, valeur actuelle de la partie louée ? ..... €

### 5.2 – Biens mobiliers (titres, actions, obligations, etc...)

	<b>Nature</b>	<b>Valeur actuelle du capital placé</b>
Communs au ménage		€
		€
Personnels		€
		€
De votre conjoint		€
		€

### 5.2 – Biens dont vous et/ou votre conjoint avez fait donation (autre que votre maison d'habitation)

Qui est le donateur ? Vous-même  Votre conjoint

<b>Nature des biens donnés</b> (propriété, titres, etc)	<b>Adresse de chaque bien déclaré</b> (s'il s'agit de propriétés)	<b>Valeur actuelle</b>
		€

<b>Bénéficiaire de la donation : Nom et Adresse</b>	<b>Lien de parenté avec le donateur</b>	<b>Date de l'acte de donation</b>
Cette donation fait-elle l'objet d'une contrepartie (réserve d'usufruit, rente viagère, avantages en nature...) ? OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>		
Si oui, précisez la nature de la contrepartie : ..... S'il s'agit d'une rente viagère, indiquez sa valeur actuelle : ..... €		

## 6 – Document à joindre à votre demande

### ■ Si vous déclarez vos revenus :

- en France ou dans un DOM, la photocopie de votre dernier avis d'imposition sur le revenu,
- hors de France, le dernier document de l'administration communale ou fiscale précisant votre situation auprès de cette administration.

### ■ Si vous êtes de nationalité étrangère et si vous résidez en France, une copie de votre titre de séjour

sauf si vous êtes ressortissant d'un Etat membre de la Communauté Européenne, de la Norvège, de l'Islande ou du Liechtenstein.

- Je demande le complément de retraite : pour moi-même  au titre de l'invalidité au travail   
pour mon conjoint  au titre de l'invalidité au travail

■ J'atteste sur l'honneur que les renseignements portés sur cette demande sont exacts.

■ La loi rend passible d'amende et/ou d'emprisonnement, quiconque se rend coupable de fraudes ou de fausses déclarations (articles 313-1, 313-3, 433-19, 441-1 et 441-7 du code pénal et l'article L. 725-13 du code rural).

■ Je m'engage :

- à vous faire connaître toute modification de ma situation et celle de mon conjoint ainsi que tout changement de domicile,
- à faciliter toute enquête.

■ La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 vous garantit un droit d'accès et de rectification pour les données que nous enregistrons à partir de vos réponses.

Fait à ..... le

Signature du demandeur :

Signature du conjoint :